



Direction de la Communication et des Editions
Service de Presse
Danièle Roblin : 02 38 64 39 76
d.roblin@brgm.fr

Paris, le 18 mai 2006

Les eaux souterraines un patrimoine essentiel à gérer en commun

Dossier de presse

Direction de la Communication et des Editions
Service de Presse
Danièle Roblin : 02 38 64 39 76
d.roblin@brgm.fr

Paris, le 18 mai 2006

Les eaux souterraines un patrimoine essentiel à gérer en commun

SOMMAIRE

- En préambule. Toute l'eau du monde n'est pas ressource... de l'importance de l'eau souterraine
- L'état des nappes d'eau souterraine en mai 2006
- Etat comparatif des pluies « efficaces » en 2005 et 2006
- Regards comparatifs sur les années sèches, de 1976 à 2005
- Pour comprendre le phénomène de la sécheresse
- BRGM : une surveillance continue de **l'état quantitatif** des eaux souterraines
- **L'état qualitatif des eaux souterraines**. Le BRGM, au cœur de la démarche de reconquête du « bon état » des différentes masses d'eau d'ici à 2015. La connaissance du fond géochimique des eaux souterraines
- Les pesticides dans les eaux souterraines. Comprendre pour mieux prévenir. Les spécificités des études du BRGM
- Connaissance des eaux souterraines d'Arabie Saoudite. Evaluation des ressources du système aquifère du Saq

Annexes

- Les eaux souterraines en France en quelques chiffres
- Les différents types de nappes d'eau souterraine

Pour en savoir plus

- L'ouvrage « Aquifères & eaux souterraines en France » publié aux Editions du BRGM
- Fiche scientifique sur les eaux souterraines
- Le colloque « Darcy » sur la gestion souterraine. Dijon, les 30 et 31 mai 2006

Paris, le 18 mai 2006

EN PREAMBULE ...

Toute l'eau du monde n'est pas ressource... de l'importance de l'eau souterraine

Ainsi, 97% de l'eau sur la Planète est de l'eau salée. Les 3 % d'eau douce sont contenus à 77,2 % dans les glaciers et à 22,2 % dans les nappes d'eau souterraine.

On estime que seulement environ 1% du stock mondial d'eau douce peut être utilisable par l'homme.

Actuellement, la population mondiale consomme 54 % des ressources utilisables et accessibles. En 2025, elle en consommera entre 70 et 90 %. On considère qu'une vingtaine de pays ont déjà recours à un approvisionnement « forcé » (consommation d'eau souterraine fossile et/ou dessalement de l'eau de mer).

Pour ce qui concerne les **eaux souterraines**, on estime la réserve mondiale à quelque **10 000 000 milliards de m³** et la **réserve en France est d'environ 2 000 milliards de m³**. Il ne s'agit pas d'un stock fixe mais d'une masse qui fluctue selon les prélèvements et les fuites (les sources) et la recharge (pour l'essentiel météorologique).

Dans le monde, la hausse très importante des prélèvements depuis les années 50 est surtout due au développement de l'irrigation nécessaire à une agriculture qui doit nourrir toujours plus d'habitants.

En France, on consomme environ 33 milliards de m³ d'eau par an. 55 % de cette consommation sont destinés à la production d'énergie (18,5 milliards de m³), 12 % à l'industrie (3,8 milliards de m³), 14 % à l'irrigation (4,5 milliards de m³) et 19 % à l'eau potable (6,3 milliards de m³).

En France, tous usages confondus, 46% des eaux exploitées proviennent des nappes d'eau souterraine (hors usage pour l'énergie – refroidissement des centrales nucléaires). L'usage domestique de l'eau provient, quant à lui, pour 60 % des nappes d'eau souterraine. L'eau souterraine est privilégiée pour l'usage domestique, du fait de sa meilleure qualité et de coûts de traitements plus faibles.

C'est dire toute la place qu'occupent les eaux souterraines dans l'économie de notre pays. Dans ces conditions, bien gérer la ressource et préserver sa qualité sont des facteurs essentiels de politique publique.

et que devient cette ressource face au changement climatique ?

Les travaux du **GIEC** (Groupe International sur l'Evolution du Climat) auquel la France participe, portent notamment sur l'impact de l'augmentation des gaz à effet de serre sur le climat. Les résultats sont analysés et comparés tant sur le plan de la modélisation de la circulation générale atmosphérique, le bilan du CO₂ et des autres gaz à effet de serre, les couplages avec l'océan, que sur celui de l'effet de la vapeur atmosphérique, des poussières...

Fondés sur la modélisation du cycle de l'eau, ces travaux montrent que l'on assistera à des modifications des régimes climatiques sur la planète et à une croissance des phénomènes extrêmes

(sécheresse, inondations...). Ces phénomènes déjà observés se produiront vraisemblablement de manière de plus en plus récurrente si l'on ne parvient pas à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre.

Les contrastes augmenteront entre les différentes zones géographiques et les discontinuités entre les différents types d'utilisation seront de plus en plus fortes. **Dans ce contexte, la vulnérabilité des eaux de surface sera de plus en plus grande et le recours aux eaux souterraines, de meilleure qualité, de plus en plus fréquent.**

A noter que **l'eau souterraine n'est pas seulement une ressource** mais qu'elle **peut aussi constituer un risque** (inondations par remontées de nappes, risques géotechniques par retrait des argiles dû aux abaissements de nappes du fait de la sécheresse).

En France, pays tempéré, le renouvellement du stock d'eau souterraine (déjà confortable) ne pose pas de problème majeur et, globalement, nos réserves d'eau souterraine sont naturellement de bonne qualité. Outre une vigilance sur la quantité, c'est donc cette qualité qui va devoir être protégée plus rigoureusement. **C'est tout le sens de la Directive Cadre Européenne sur l'eau (DCE) et de la Directive « fille » relative aux eaux souterraines qui sera soumise au vote du Parlement européen en 2006.**

Eau potable et santé

Pour assurer l'alimentation en eau potable, il est de plus en plus nécessaire de prendre des mesures compensatoires de traitement et de protection des eaux souterraines qui exigent, tant sur le plan technique que financier, des moyens considérables et croissants du fait des pollutions.

La DCE, qui vise à une protection cohérente de toutes les eaux en France et en Europe, **demande d'atteindre le bon état des eaux souterraines en 2015** mais aussi de détecter et d'inverser toute tendance à la hausse significative et durable de la concentration des polluants.

Le **PNSE** (Plan National Eau et Santé) s'inscrit dans cette dynamique. Les périmètres de protection des captages prennent toute leur importance face à l'habitat dispersé et aux pratiques culturelles (accumulation des pesticides dans les eaux souterraines...).

Le **Forum Mondial de l'eau** qui s'est tenu à Mexico, du 16 au 22 mars 2006, a posé à nouveau, après le sommet de Johannesburg, le problème du droit à l'eau pour tous. Le BRGM a pris une part non négligeable à ces travaux.

A l'échelle de la Planète, 1,5 milliard d'habitants n'ont pas accès à l'eau potable. En 2025, ils seront deux milliards. Chaque année, 4 millions de personnes meurent de maladies liées au manque d'eau. Chaque jour, 6 000 enfants meurent pour avoir consommé une eau de mauvaise qualité. 80 pays souffrent de pénuries ponctuelles, 28 pays souffrent de pénuries régulières.

Avoir accès à une eau de bonne qualité pour tous, c'est possible mais à deux conditions : préserver la bonne qualité de la ressource et développer, dans les villes notamment, les infrastructures d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées.

Le Forum Mondial de l'Eau a mis en lumière le fait que ce sont les pouvoirs publics et non les entreprises privées qui doivent jouer le rôle principal pour améliorer l'accès à une eau potable de bonne qualité.

Qu'il s'agisse de grands projets où de solutions locales, les pays émergents ne peuvent pas faire face seuls aux investissements nécessaires « à l'eau pour tous ». Ils doivent faire appel à la communauté internationale. **Le recours aux eaux souterraines, quand la ressource est présente, semble le meilleur moyen de contribuer à résoudre les problèmes.**